

Paris le 20 septembre 2007

Déclaration des Vice Présidents communistes délégués aux transports des Régions

Transports régionaux de voyageurs : Nous sommes pour le service maximum permanent.

Le 10 juillet 2007, l'Association des Régions de France (ARF) a rappelé que « *la question du service de transport apporté aux usagers relève d'abord des entreprises que ce soit en situation normale ou en cas de perturbations du trafic* » et que « *le dialogue social relève de la seule responsabilité des entreprises* ». En rappelant le principe fondamental de la libre administration des collectivités locales et territoriales et l'esprit de la décentralisation, l'ARF avait indiqué qu'il ne lui semblait pas judicieux de légiférer dans le domaine du service minimum.

Nous avons fait observer à l'époque que les conséquences des grèves étaient très marginales dans les perturbations subies par les utilisateurs du TER et que les difficultés quotidiennes des usagers étaient essentiellement dues au manque de moyens financiers pour le fonctionnement et les infrastructures, au manque de cheminots.

Le Président de la République et la majorité de droite au Parlement ont adopté pendant l'été, après une pseudo concertation, une loi sur le service minimum avec l'objectif de museler le mouvement social et d'en reporter les responsabilités de mise en œuvre aux collectivités territoriales.

Il s'agit bien comme les vice-présidents communistes le craignaient d'un mauvais coup pour les salariés du transport et pour nos concitoyens. En effet, des membres du gouvernement ont réitéré leur volonté d'étendre ce dispositif à d'autres secteurs. Le premier ministre vient de déclarer qu'il était prêt à agir par décret pour la réforme des régimes spéciaux. La SNCF a annoncé son projet de suppression du trafic du wagon isolé avec les suppressions de milliers d'emplois de cheminots qui vont s'en suivre et le report sur la route.

Pour nous, les Régions n'ont pas à jouer les briseurs de grève. Pour nous, le service minimum c'est la réalisation au quotidien des contrats passés entre les Régions et la SNCF.

Les premiers mois d'action gouvernementale indique clairement que la méthode choisie est le passage en force, la recherche d'opposition des salariés entre eux, la restriction des droits sociaux pour avancer le plus rapidement possible dans l'entreprise de démantèlement des services publics, de la protection sociale, du droit du travail.

S'agissant du service minimum, les vice-présidents communistes sont intervenus au sein de l'Association des Régions de France pour que celles-ci n'assument pas à la place de l'Etat la responsabilité de sa mise en œuvre. L'information due aux usagers en cas de perturbations quelle qu'en soit la nature étant par ailleurs prévue dans les conventions entre les Régions et la SNCF. Elle est donc due par cette dernière comme une mission de service public.

Les vice-présidents communistes appellent l'ensemble des élus de gauche, les forces politiques de gauche, les organisations syndicales, les associations, les citoyens à faire front commun pour résister et mettre en œuvre des choix nouveaux répondant aux besoins des populations.

Christiane Laïdouni
Vice Présidente Région Auvergne

Jean-Claude Lebrun
Vice Président Région Bourgogne

Gérard Lahellec
Vice Président Région Bretagne

Jean-Michel Bodin
Vice Président Région Centre

Pierre Mathieu
Vice Président Région Champagne Ardenne

Patrice Dupray
Vice Président Région Haute-Normandie

Jean-Claude Gayssot
Vice Président Région Languedoc Roussillon

André Pamboutzoglou
Région Limousin

Patrick Hatzig
Vice Président Région Lorraine

Charles Marziani
Région Midi-Pyrénées

Gilles Bontemps
Vice Président Région Pays de la Loire

Daniel Beurdeley
Vice Président Région Picardie

Michèle Carmouse
Vice Présidente Poitou-Charentes

Gérard Piel
Vice Président Région Provence Côte
d'Azur